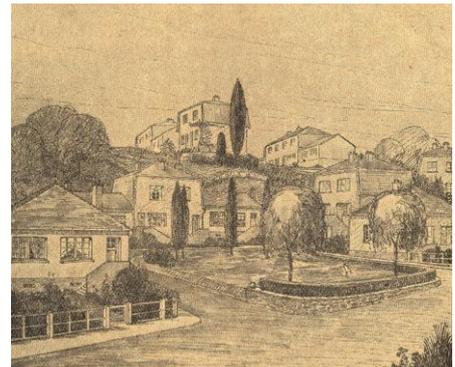


Parcs gigantesques, maisons individuelles, logements à grande échelle, barres d'immeubles, réhabilitation. En moins d'un siècle, le quartier Rouher a connu une mutation perpétuelle, liée aux changements démographiques, économiques et sociaux de la ville. Revenons sur l'histoire d'un quartier aujourd'hui encore en mouvement permanent.

Une cité pavillonnaire

Dans les années 1920, la ville de Creil a besoin de nouveaux terrains pour se développer. Placée sur les hauteurs de la ville, dans une zone non inondable, la propriété de la famille Rouher est une vaste propriété privée de 28 hectares. Le conseil municipal vote, en 1923, son achat pour la somme de 460 000 F. La municipalité prévoit d'y installer une école ménagère, d'agrandir le parc de la ville et de créer une cité-jardin, ainsi que d'autres installations d'intérêt public. Le projet représente alors «des avantages financiers incontestables et des avantages moraux indiscutables puisqu'il a pour résultat la construction d'un quartier neuf, sain et d'accès facile» (délibération du conseil municipal du 3 juin 1923). La cité, construite à partir de 1930, comprend 96 pavillons individuels et quatre boutiques. L'ensemble est relié à la ville par une importante avenue, des raccourcis pour les piétons étant conservés dans le parc public.



De la reconstruction au logement à grande échelle

Au lendemain de la seconde Guerre mondiale, l'heure est à la reconstruction. En 1947 sont réalisés 50 logements au lieu-dit La Champrelle sur un terrain réquisitionné à la famille Rothschild. En 1948, le projet d'aménagement et de reconstruction de Creil est déclaré d'utilité publique, les projets de construction se succèdent : cité Biondi, logements de la société coopérative d'HLM de la Vallée de

l'Oise, locaux commerciaux, importantes réalisations de logements à partir de 1955 autour des rues des Hironvalles, de la Martinique et de la Maternité, « Les Grilles » en 1956. Dans les années 60, la prospérité économique implique un besoin de main d'œuvre croissant et a fortiori un besoin important de nouveaux logements. Pour y faire face, la ville fait donation à l'office public intercommunal de 24 hectares de terrain, ce qui permet la mise en chantier de plus de 2 000 logements. A l'époque, les logements créés offrent à la population un confort et un progrès importants.

Réhabilitation et renouveau

Dans les années 70, les difficultés financières apparaissent, de nombreux logements se dégradent tant sur le plan physique que social, l'architecture de tours et de barres est assez dure. Le quartier est classé «îlot sensible» au plan national et un projet de réhabilitation est élaboré, impliquant l'État, la ville et les bailleurs sociaux : transformation des logements, des bâtiments et espaces verts, amélioration des équipements collectifs. Les efforts pour réhabiliter le quartier n'ont cessé depuis. Aujourd'hui, il fait l'objet d'un projet de renouvellement urbain afin d'y améliorer l'habitat et le cadre urbain, l'offre de services et d'équipements à la population et d'y favoriser le développement.